

la logique du sionisme politique et la paix

par abdallah laroui

La crise de mai-juin 1967 a dévoilé une telle passion, pour ne pas dire haine, anti-arabe, que l'une de ses victimes fut l'intelligentsia arabe qui voyait d'un mauvais œil l'isolement progressif de la société arabe et appelait de ses vœux le dialogue avec autrui, l'ouverture sur le monde extérieur. Cette intelligentsia n'est pas revenue de l'échec subi et c'est ce qui explique en grande partie qu'elle se réfugie dans le silence. René Habachi, philosophe libanais, écrit : « Du plaidoyer israélien, l'Occident est assez bien informé. La contrepartie est moins connue ; *peut-elle même trouver audience ?* » (Le Monde, 26-8-1967). Un lecteur du Herald Tribune écrit avec encore plus de force : « Will no one realize that the Arabs too have their side of the story which is waiting to be told ? But Athens had all the historians » (*) (H. T., europ. edit. 1-6-1967). Quelle que soit l'importance qu'on accorde à l'habileté de la propagande israélienne, à la force de la solidarité sioniste et judaïque, il reste que le terrain était bien favorable : d'un coup ont disparu de la scène politique, équité, rationalité ou simplement bon sens. Au désespoir des réfugiés palestiniens s'est ajoutée la colère des Egyptiens, bloqués quatre fois depuis 1840 dans leurs essais de se moderniser et l'amertume de tous ceux qui se réclament à des titres divers de l'arabisme et qui deviennent aux yeux d'une certaine humanité le vilain de la pièce, quelle que soit leur position réelle sur le problème palestinien.

51

On oppose rituellement au « droit arabe » le *fait israélien*, à la justice revendiquée par les Arabes, la paix qui doit être maintenue, à la valeur religieuse et humaine qui soutient le plaidoyer arabe, l'Histoire sur laquelle se fondent les thèses israéliennes. Et on serait tenté de voir dans toute l'affaire palestinienne une opposition nécessaire mais transitoire de deux sociétés, deux idéologies, deux étapes historiques : société agraire contre société industrielle, idéologie religieuse contre idéologie politique, médiévalisme contre modernité. Les Occidentaux, pendant longtemps, affirmèrent seuls ces vérités « profondes », les Arabes leur emboîtent maintenant le pas (1). Le recours à l'histoire est toujours un moyen détourné de noyer la tragédie pour finalement l'oublier : l'injustice subie par les Arabes serait simplement la cicatrice en leurs âmes des conséquences de leur propre retard ; expression psychologique d'un fait historique, il s'agirait en vérité d'une illusion.

(*) « Est-ce que personne ne réalisera que les Arabes également ont leur conception des événements qui attend d'être exposé ? Mais Athènes avait tous les historiens ».

Soit, même si cette illusion se concrétise étrangement dans les masses des réfugiés, dans le blocage de la modernisation de l'Égypte, dans les destructions en Algérie d'une OAS soutenue et aidée par les services israéliens.

Soit, même si la conséquence logique de cet approfondissement du problème (ne serait-ce pas le but visé ?) ne peut être que l'acceptation d'Israël tel qu'il est. Car qui s'occupe d'histoire oublie la politique, qui rattrape un retard multidimensionnel relativise un grief particulier.

Pourtant l'analyste, arabe ou non arabe, malgré toutes ces précautions, retrouve le fait de l'iniquité, certes sur un autre plan, sous la forme de la partialité, de la non-objectivité.

On peut distinguer, à la base de toutes les prises de position concernant la Palestine, trois conceptions de la justice, qui se réfèrent à trois idéologies différentes. La première, la plus simple de toutes, a aussi les résultats les plus terribles. Que sont-ils venus faire chez nous ? Pourquoi sommes-nous obligés de leur faire de la place dans notre pays pour ensuite le leur céder complètement ? Pourquoi devons-nous être liés par des promesses et des accords donnés par des puissances étrangères à la région ? Personne ne répond à ces questions posées par les Arabes de Palestine ; personne n'estime même qu'elles doivent être prises en considération. D'autres questions leur font écho. Si tout le monde nous refuse, où voulez-vous que nous allions ? De quel droit nous empêcher de récupérer la seule terre qui fut la nôtre ? Pourquoi serions-nous les éternelles victimes de l'histoire ? Personne n'a mis en relief l'incommensurabilité des deux séries de questions mieux que M. Buber. Répondant au Mahatma Gandhi qui se faisait l'interprète des doléances arabes, il affirme qu'il s'agit de deux revendications différentes de nature entre lesquelles « No objective decision can be made as to which is just, which unjust... We could not and cannot renounce the Jewish claim, something even higher than the life of our people is bound up with this land, namely its work, its divine mission. » (2) (*) Forte d'un certain prestige littéraire, Miss B. W. Tuchman écrit à propos de la crise de juin : « This is — or should be — an American not a Jewish issue... To sacrifice the land of our spiritual Birth, the land, as an Englishman said, to which we all turn our faces in the grave... is an extreme of absurdity. » (3) (*) Et Miss Tuchman ne fait rien d'autre que tirer une conclusion pratique du dilemme moral que le philosophe se devait pour sa bonne conscience de maintenir. Cette manière de voir le problème fait naturellement naître l'idée d'une opposition tragique maintenant à la mode : tous les deux ont raison, tous les deux ont tort à des niveaux différents : chaque protagoniste est à la fois totalement bon et totalement méchant selon la perspective dans laquelle on le voit. Ceux qui croient à des lendemains meilleurs demandent aux uns et aux autres de reconnaître leurs torts avant même d'affirmer leurs droits. I. Deutsher (4) a recours à une image frappante : les Juifs seraient les habitants d'un immeuble pris dans un incendie ; sans penser à rien d'autre qu'à se sauver, ils sautent dans le vide et tombent sur des passants à qui ils cassent bras et jambes ; devant les récriminations de ces derniers, au lieu de leur expliquer la situation, ils commencent par les gifler et à chaque nouvelle protestation les gifles redoublent de vio-

(*) « Aucune décision objective ne peut être prise concernant ce qui est juste, ce qui est injuste... Nous ne pouvons pas et nous ne pouvons pas renoncer à la revendication juive, quelque chose de plus élevé que la vie de notre peuple étant lié à cette terre précisément son œuvre, sa mission divine ».

(*) « Ceci est — ou devrait être — un problème américain et non pas juif... Sacrifier la terre de notre Naissance spirituelle, la terre, comme disait un Anglais, vers laquelle se tournent nos visages dans la tombe... est l'extrême de l'absurde ».

lence. L'image est bien trouvée, mais on voit ce que le sioniste peut rétorquer: le passant n'a rien voulu savoir, il n'a voulu ni oublier, ni pardonner, c'est qu'il ne comprend que la force. Un Deutscher religieux pourrait proposer que les sionistes reconnaissent publiquement leurs torts qu'ils n'ont pas voulus, mais qu'ils ont néanmoins causés, puis acceptent de payer des dédommagements et les Arabes, au nom de la charité et de la paix, seraient tenus d'accepter, d'apurer les comptes et de tourner la page. Cette idée a pris différentes formes: ce fut le fond de l'accord Weizman-Faysal, c'est la substance de ce que propose aujourd'hui un auteur comme U. Avnery. Le refus des Arabes, en Palestine et en dehors de la Palestine, peut du reste servir aux sionistes d'alibi pour ne pas même reconnaître leurs torts.

En réalité, il s'agit d'un dialogue de sourds qui peut continuer longtemps sans résultat aucun. Chacun des deux adversaires refuse d'intégrer l'autre dans sa vision. Certains défenseurs du Sionisme lui cherchent des circonstances atténuantes en disant: Personne ne savait que la Palestine était habitée; d'autres, plus subtils, ajoutent: dans l'ère de colonisation où le mouvement prit naissance, les non-Européens n'étaient pas considérés comme existant véritablement, ils étaient tous des condamnés en sursis à l'image des Indiens ou des Maoris. Est-il besoin d'aller jusque-là? Les Sionistes savaient, mais n'en avaient cure; un droit absolu (le leur) ne tient jamais compte d'un droit relatif. Deux mille ans ne comptent pas aux yeux du lecteur de la Bible. Ce n'est pas par hasard que ce sont les passages de ce dernier livre qui racontent les massacres des peuples de Palestine par les Juifs qu'on fait lire de préférence aujourd'hui dans les écoles primaires d'Israël (5); ce n'est pas par hasard que la politique sioniste a toujours été préventive et terroriste. Ce ne sont là que des bavures que la Sainteté de la fin poursuivie transfigure et purifie. Dans ce cas, le seul juge qu'on accepte est son propre Dieu, c'est-à-dire soi-même et après bien des péripéties, c'est bien la politique officielle de l'Etat d'Israël. Alors que l'Amérique avec toute sa puissance, doit tenir compte de l'opinion internationale dans l'affaire vietnamienne, alors que l'U.R.S.S. estime de bonne propagande de justifier aux yeux des peuples même non-communistes son attitude dans ses démêlés territoriaux avec la Chine, Israël affirme avec une morgue de plus en plus agressive qu'il sera dorénavant seul juge des nécessités de sa sécurité et des moyens de sa politique. Pour nous Arabes, ce n'est pas tellement la position israélienne qui nous offusque que celle du Tiers essentiellement occidental. Celui-ci peut bien voir derrière les deux doléances la même conception simpliste de la justice liée à la notion paysanne de la propriété et qui ne peut aboutir qu'au jugement de Dieu, c'est-à-dire de la guerre. Il peut même aller jusqu'à renvoyer dos à dos les deux adversaires, en ne tenant pas compte du fait que jamais les Arabes n'ont eu pour politique officielle « la Palestine uniquement arabe », mais quand il répond aux Arabes « la justice tout court est terrible, il faut un peu de charité; une injustice ne doit pas être réparée par une autre injustice », puis ne voit dans le comportement abrupt d'Israël qu'une admirable fidélité à soi-même, admire les déclarations guerrières du Prophète armé et du général borgne et rend grâce à Dieu que dans un monde sans foi, une minorité soit encore capable de mourir pour que se vérifie la Promesse de Dieu, il y a là une iniquité fondamentale que rien ne nous fera jamais accepter. Que l'injustice commise sur la terre d'Israël partiellement sur des Chrétiens devienne pour d'autres Chrétiens en Occident une preuve que leur livre saint dit vrai nous semble et nous semblera toujours le comble de l'aliénation. Et qu'on ne vienne plus nous parler de la guerre sainte des Musulmans, si par guerre sainte on veut dire celle dans laquelle la parole de Dieu justifie toutes les atrocités; les guerres d'Israël sont l'exemple même d'un fanatisme religieux aggravé par le fait qu'il est au service d'idéologies, d'intérêts et d'hommes étrangers à tout souci véritablement religieux et donc sourds à ce qui, dans toute religion, est fraternité et universalisme. Les grandes victimes de la guerre de juin 1967, après les réfugiés palestiniens, ont été

les tenants d'une laïcisation de la vie publique dans les pays arabes, car ils ont vu à l'œuvre une société encore moins laïque que la leur avec un déferlement de haine et de fanatisme qu'ils pouvaient à peine imaginer et qui rendaient leurs croisades laïcisantes apparemment sans nécessité. Et quel pauvre argument que d'imaginer ce qu'aurait été une victoire arabe, que mettre face à face ce que les leaders arabes ont dit et ce que les Israéliens ont fait. Argument qui peut avoir son effet à New York et à Paris, mais qui ne peut emporter la conviction de la victime. Tant que le débat est maintenu dans ce cadre religieux et messianique, l'arabe musulman a le droit de parler de simple continuation des Croisades (6), et les politiciens arabes qui, pour des raisons certes peu religieuses, essayent de faire du problème palestinien celui de tous les musulmans du globe, trouveront des oreilles attentives. Ce point de vue messianique est minoritaire en Occident, dira-t-on. Il l'est bien en temps d'accalmie, mais avec quelle rapidité il se renforce en temps de crise à l'intérieur d'Israël, dans la diaspora et parmi les Chrétiens d'Occident. Tant que ces milieux ne se libèrent pas de cette problématique d'un autre âge, d'une autre humanité, qu'ils le veuillent ou non, avec ou sans la grâce de Dieu, c'est à la guerre qu'ils travaillent et on ne peut les féliciter pour leur myopie.

Toute une littérature, d'allure plus moderne, s'appuie sur une autre conception de la justice: la terre appartient à celui qui la travaille. N'auraient-ils pas acheté au prix fort leurs exploitations, n'auraient-ils aucun titre historique à la Palestine que les Juifs seraient justifiés de garder cette terre, puisqu'ils l'ont travaillée et comme on dit d'un désert ont fait un jardin. M. Buber donne à cette idée une forme mystique: « This land recognizes us, for it is fruitful through us and precisely because it bears fruit for us it recognizes us » (7) (*). Et en voilà une expression bien abrupte: « What are Palestinians ? When I came here, there were 250.000 non-Jews mainly Arabs and Bedouins. It was desert — more than underdeveloped. Nothing — it was only after we made the desert bloom and populated it that they became interested in taking it from us. » (8) (*). Le titre à la propriété n'est plus un droit inaliénable mais la simple expression d'une possession vraie, c'est-à-dire d'un travail chaque jour accumulé. Cette thèse est fondamentale dans toute analyse du capitalisme moderne et sert à justifier le passage de la propriété privée à l'appropriation publique; ce qui permet à des pro-sionistes de l'Est et de l'Ouest d'opérer, malgré leurs nombreuses divergences, une alliance tactique. Beaucoup d'Arabes, libéraux ou socialistes, l'acceptent en tant que doctrine et même s'en servent idéologiquement dans leurs campagnes pour une réforme agraire. Ce n'est donc pas au niveau de la théorie qu'ils critiquent la justification de l'aventure sioniste, mais comment peuvent-ils ne pas voir qu'on isole artificiellement, pour les besoins de la cause, le cas de la Palestine ? Toutes les colonisations peuvent se justifier ainsi, toutes les minorités européennes dans le monde peuvent se prévaloir du même alibi. Les colons français d'Algérie hier, les colons anglais de Rhodésie aujourd'hui ont dit aussi qu'avant leur arrivée la terre n'était utilisée que pour faire paître de maigres troupeaux, c'est leur travail méthodique et acharné qui en a fait un jardin que les autochtones ont commencé à envier et qu'ils ne tarderaient pas à ruiner s'ils en prenaient la charge. Pourquoi les libéraux, dans leur majorité, ne considèrent-ils pas dignes d'être pris en considération de pareils arguments, lorsqu'il

(*) « Cette terre nous reconnaît car elle est fructifiée à travers nous et précisément parce qu'elle porte des fruits pour nous, elle nous reconnaît ».

(*) « Que sont les Palestiniens ? Lorsque je vins ici, il y avait 250.000 non-Juifs, surtout Arabes et Bédouins. C'était le désert — plus que sous-développé. Rien — ce fut seulement après que nous eussions accompli l'épanouissement du désert et que nous l'ayions peuplé qu'ils devinrent intéressés à nous le prendre ».

ne s'agit pas de la Palestine ? Ce qui frappe les Arabes, avant tout, c'est ce manque de logique, car il faut ou bien reconnaître la validité de tous les mouvements anti-colonialistes du XX^e siècle, dont la raison profonde est la remise en cause de cette idéologie impérialiste qui consiste à généraliser au-delà du marché national le principe « la Terre est à qui la travaille *le mieux* » ou bien les récuser en totalité comme la revanche d'une mentalité pré-capitaliste. Mais reconnaître aux Noirs d'Afrique du Sud et de Rhodésie le droit de rester dans le cadre de l'économie blanche, la conquérir de l'intérieur pour devenir majoritaires et refuser ce droit aux seuls Palestiniens, c'est cela l'iniquité aux yeux des Arabes. Seuls les racistes qui soutiennent tous les gouvernements minoritaires, où qu'ils soient, sont logiques et les Arabes ne peuvent rien leur rétorquer ; mais ceux qui refusent jusqu'au bout leur raisonnement ont recours à des fausses raisons qui sont pires que les conclusions qu'ils veulent fuir. Les Arabes ne sont pas un prolétariat exploité en Palestine, disent-ils, mais, si Israël se différencie de la sorte des colonies du XIX^e siècle, c'est simplement pour se rapprocher des colonies de peuplement des XVII^e et XVIII^e siècles, où l'indigène non plus ne fut pas exploité, mais d'abord déplacé et finalement parqué dans des réserves ; ce n'est certes pas la preuve que la colonisation israélienne est plus progressiste mais plutôt retardataire dans la mesure où les motifs économiques, religieux et raciaux sont dans son cas aussi inextricablement liés qu'ils l'étaient dans la colonisation sous sa première forme. Ce n'est pas par hasard que cette vision aboutit à l'assimilation de l'Arabe Palestinien à l'Indien d'Amérique (9), c'est-à-dire à une victime de l'histoire qu'on ne peut que plaindre mais auquel on ne peut rendre pleinement justice. Mais s'il s'avère que l'assimilation est fautive, c'est à une Afrique du Sud que la colonisation juive aurait abouti et le destin des deux structures étatiques sera fatalement le même ; la différence entre les deux aujourd'hui est passagère, l'Afrique du Sud pourra devenir dans un proche avenir ce qu'Israël était avant juin 1967 et Israël d'après cette date est en train de devenir ce que l'Afrique du Sud est aujourd'hui. L'injustice aux yeux des Arabes, c'est l'entêtement à nier cette évidence. Dans le cadre de cette vision, le juge est la conscience universelle abstraite qui a donné raison aux Algériens contre les colons français, qui donne raison aux Africains contre les Blancs Rhodésiens ou d'ailleurs, mais qui fait montre d'une extraordinaire timidité lorsqu'il s'agit des Palestiniens. Pourquoi ? On peut certes rêver d'un monde où cette conscience sera réellement universelle, dans laquelle chaque groupe humain reconnaîtra sa propre conscience, on peut aussi se bercer de l'illusion que celle-ci est déjà en train de se cristalliser en dehors des organismes officiels qui prétendent faire entendre la voix du Droit et de la Justice (10). Le fait cependant est que cette conscience réfléchit en grande partie les phantasmes de l'Occident. Celui-ci n'étant ni assez libre ni assez innocent pour être vraiment neutre, c'est sa partialité congénitale qui se répercute alors dans toutes les consciences, sur tous les points du globe. Cette partialité serait encore supportable aux yeux des Arabes si elle se maintenait dans les limites de sa propre rationalité, c'est-à-dire des lois de l'économie, de la politique et de la guerre ; mais la voilà qui s'alourdit de tous les préjugés qu'une longue histoire non encore fanée laisse au fond des mémoires. Pour justifier les flots des réfugiés qu'on encourage, les maisons qu'on fait sauter à la dynamite, la responsabilité collective, les camps et le napalm, on ne fait pas seulement appel aux dures lois de la guerre, mais selon les climats, on agite le spectre du Sarrasin, du Barbaresque, du Turc, du Mongol, et de l'esclavagiste arabe, et voilà le Palestinien qui s'enfonce dans les brumes d'histoire certes cruelle, mais non unique. Le Slave qui, pendant des siècles, a lutté contre des Germains qui aussi excipaient de leur meilleure organisation et plus grande productivité, le Mexicain qui a perdu le tiers de sa patrie au nom d'une même logique, l'Indien ou le Malais qui ont entendu déjà de pareils slogans de la part de leurs voisins asiatiques et peuvent les ré-entendre bientôt et l'Africain qui ne sait pas encore s'il les a enterrés définitivement ou

non, tous ces hommes qui, en face de la logique de la colonisation israélienne, auraient facilement pu voir les similitudes fondamentales entre leur destin et celui des Palestiniens ont l'esprit brouillé par les haines et les rancunes d'un Occident qui ne veut rien oublier (11). A travers cette conscience particulière qui pose et impose son universalité, c'est une diplomatie qui s'inscrit (hier celle de l'Angleterre, aujourd'hui celle des U.S.A.). C'est le droit palestinien qui se noie dans les méandres du jeu égoïste des Etats. Par là, la notion capitaliste de la justice (propriété = travail) se nie elle-même et laisse la porte ouverte au fait accompli, encore une fois à la force.

Depuis juin 1967, une troisième conception de la justice a gagné très rapidement des adeptes; elle est en un certain sens la conséquence de l'assimilation des Palestiniens arabes aux Indiens d'Amérique. Typiquement hégélienne, elle se résume ainsi: tout ce qui est réel est rationnel et donc juste. Sous prétexte de ne s'intéresser qu'à l'avenir, elle désamorce ce qui dans le passé et le présent peut être explosif. Les griefs des Arabes deviennent des conséquences désagréables certes, mais inéluctables, d'un mouvement que l'histoire avait rendu nécessaire. Tout le monde est excusé: les Juifs ne pouvaient pas ne pas être sionistes, étant donné l'évolution des sociétés est-européennes, vouloir la Palestine et donc déposséder les Arabes; ceux-ci à leur tour ne pouvaient pas ne pas résister, pousser les premiers à s'organiser militairement; les Juifs devaient vaincre, étant donné leur niveau de développement intellectuel et social, les Arabes refuser leur défaite et préparer ainsi d'autres victoires juives (12). D'où l'idée d'un cercle vicieux, d'où une nouvelle imagerie tragique, celle de la violence et de la confrontation que personne au départ n'a voulues. Le seul moyen de rompre ce cycle des injustices répétées est que l'un des deux adversaires décide de ne plus se venger sur autrui et puisque le Juif l'a déjà fait, ce qui ne peut être effacé, c'est à l'Arabe qu'il revient d'arrêter le processus, c'est-à-dire en fin de compte d'accepter sa défaite. Cette conception sous-tend toutes les solutions de « gauche », tous les plans visant à une intégration d'Israël dans le Moyen-Orient.

56

Cette conception relativise la notion de justice si elle ne la nie pas; le juge est l'Histoire et on ne peut rien faire d'autre que gloser sur cette décision, c'est-à-dire de démonter le mécanisme par lequel le jugement de l'histoire s'est réalisé. La bourgeoisie est-européenne se venge de son incapacité à se développer économiquement (à cause de la concurrence du capital occidental) sur les Juifs, ceux-ci se vengent sur les Arabes de Palestine, et on demande à ceux-ci de payer le prix de leur retard en prenant en charge le mouvement de l'histoire universelle. Là encore, les Arabes (du moins certains d'entre eux) peuvent accepter cette analyse, dans l'exacte mesure où ils font eux-mêmes appel au sens des événements historiques, mais puisqu'il s'agit d'un jugement que rendrait explicitement le Tribunal de l'Histoire, pourquoi ne tenir compte que de certains éléments à l'exclusion d'autres? Si l'on dit que le fait juif est réalisé, que la nation hébraïque existe déjà, au nom de quoi affirmer que la nation palestinienne est morte et enterrée? Si l'on tient compte de la volonté des Israéliens d'imposer leur fait, pourquoi effacer d'un coup la volonté des Arabes Palestiniens de changer de situation? Dans le cadre même de cette analyse historiciste, il faut laisser la porte ouverte à tous les développements possibles qui peuvent ou justifier ou démentir les pronostics des uns et des autres. S'ouvrir ainsi vers l'avenir n'est rien d'autre qu'accepter le libre exercice de la démocratie, dont le résultat peut être la remise en cause de son propre système d'analyse et d'action. La nation hébraïque est aujourd'hui une réalité, dites-vous, que ne laissez-vous à la nation palestinienne toute latitude de s'affirmer? Mais non, ceux qui en 1946-1947 soutenaient que les Juifs de Palestine étaient déjà une nation, avec ou sans état reconnu, avec ou sans armée, prétendent aujourd'hui que les Palestiniens ne sont pas un interlocuteur valable, puisqu'ils n'ont ni armée ni territoire; ceux qui affirmaient que l'Angle-

terre n'avait pas le droit ni politiquement ni moralement de s'opposer à l'émergence d'une nation hébraïque, exigent, au nom du droit international, des états arabes voisins d'Israël d'écraser le mouvement palestinien de libération. Mais demander qu'on n'arrête pas artificiellement le mouvement historique dans le but d'en extraire à sa guise le jugement de l'histoire, c'est finalement affirmer encore une fois le poids décisif du réel, c'est-à-dire du rapport des forces politico-militaires.

Ainsi, quelle que soit la conception de la justice — religieuse, libérale ou historique — qu'on utilise comme référence, c'est à la réalité des faits qu'on aboutit et au nom de ce « réalisme », on refuse aux Arabes l'égalité de traitement. Les Arabes demandent aux analystes d'être simplement logiques, c'est-à-dire objectifs, sans tenir compte des particularités (vraies ou fausses) qui entourent de leur halo protecteur la Palestine et c'est cela qu'ils n'obtiennent jamais des autres, parce que la réalité en Palestine leur est défavorable. La justice se métamorphose en justification du réel. N'y a-t-il cependant rien d'autre à faire et à dire au-delà de cette constatation désabusée ? N'y a-t-il aucune différence entre ces conceptions de la justice ? Arabes et Juifs en Palestine ont-ils les mêmes attitudes vis-à-vis de ces conceptions ? Evidemment non. Même si la réalité reste l'élément décisif dans tout le débat, la troisième conception, historique et dynamique, offre plus de possibilités que les deux autres, malgré les apparences, de dépasser un jour sans pouvoir en faire totalement l'économie, la logique de la violence ; les Arabes s'en approchent lentement (du moins leurs intellectuels et leurs politiciens) ; les Israéliens et leurs admirateurs s'en éloignent chaque jour davantage.

Puisqu'il s'agit de la « réalité », les uns affirment ce que les autres doivent, à ce qu'il semble, accepter ; essayons donc de la cerner. Israël aujourd'hui reste fidèle à une politique vieille de 50 ans ; celle-là même que l'Angleterre décida de suivre au Moyen-Orient après la première guerre mondiale : ne jamais demander leur avis aux populations de la région. Pendant toute la durée du mandat, le gouvernement britannique prétendit résoudre tous ses problèmes, impériaux et autres, en négociant avec deux partenaires, les chefs sionistes et la famille hashimite qui ne pouvaient en tout état de cause avoir pour mobile le bien-être des habitants de la Palestine. Dans les moments de crise, les Anglais faisaient intervenir même les chefs du gouvernement de pays aussi éloignés que le Yémen (13). On peut certes justifier les Anglais et les Arabes non-palestiniens qui leur emboîtèrent le pas, en soutenant que les Palestiniens furent incapables de s'organiser politiquement et économiquement d'une manière efficace. Le point essentiel cependant est que l'Etat Juif qui s'est organisé en 1948 n'a jamais cessé de profiter de cette situation dont le résultat pratique fut d'empêcher les Arabes Palestiniens de faire entendre leur voix en toute indépendance ; il continue à le faire aujourd'hui, soutenu par les juristes « réalistes » que l'Occident compte en grand nombre. L'illusion ne peut cependant éternellement durer et c'est Israël qui, ne sachant et ne pouvant s'arrêter à temps, lui a porté le coup de grâce. Ces mêmes adorateurs de « faits » se rendent bien compte que les Etats arabes voisins ne peuvent faire ni la guerre ni la paix au nom des Palestiniens ; la situation de ces derniers, nouveaux Juifs du Moyen-Orient, est semblable à celle des Juifs d'hier : la similitude n'échappe qu'aux aveugles volontaires. Mais il ne suffit pas de constater le fait, comme un nombre de plus en plus grand de journalistes semble y parvenir, il faut encore en tirer toutes les conséquences. Il est illusoire de croire qu'Israël va du jour au lendemain reconnaître ce qu'il n'a cessé depuis plus de vingt ans de nier. Toute sa politique, sa stratégie, sa diplomatie ont été conçues à partir de ce refus. Il n'y a pas de Palestiniens, il n'y a que des Arabes qui, ayant fait la guerre (bon gré mal gré, peu importe), doivent faire la paix et réinstaller dans leur territoire les victimes des hostilités, et le juriste peut facilement trouver des précédents dans les guerres germano-polonaises ou indo-pakistanaïses. La logique des Israéliens est qu'il pense

pouvoir, et cette fois définitivement, imposer aux quatre Etats voisins non seulement la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat souverain, avec des frontières définitivement assurées et la totalité des droits découlant de la souveraineté, mais encore une attitude non agressive sinon amicale, ce qui signifie en clair le désarmement des combattants palestiniens. Cette situation qui est la conséquence et le but recherché de la politique israélienne tend à obliger les Arabes à accepter les faits passés, reconnaître le présent et garantir l'avenir, échanges de terres qui n'ont jamais cessé d'être les leurs. Tout cela au nom du droit international. Car, dit-on, Israël est un état comme les autres, oubliant simplement que dans le passé on a expliqué le retour même des Juifs en Palestine, la déclaration Balfour et la bénédiction de l'ONU à un état juif, par la spécificité de la situation des juifs dans le monde. Au-delà de cette contradiction, on peut rétorquer au juriste pro-israélien que des politiques comparables, typiques d'un nationalisme exacerbé et d'une mentalité de revanche, n'ont jamais donné dans le passé des résultats durables. Personne encore ne peut être sûr de ce que nous cache l'avenir du côté de l'Oder-Neisse ou du Cachemire.

Encore une fois la logique voudrait qu'on n'ait le choix qu'entre deux positions :

— celle du « réalisme » qui, tenant uniquement compte du rapport présent des forces, peut exiger qu'Israël garde tout ce qu'il a conquis, mais sans espérer en même temps garantir l'avenir, c'est-à-dire que les Arabes eux-mêmes aident l'Etat juif à digérer en toute quiétude ses conquêtes;

— celle qui, au-delà du réel présent, doit reconnaître qu'il ne servira jamais à rien de nier le véritable problème qui est celui de la nationalité palestinienne.

58

Or ce dilemme a toujours été celui des dirigeants israéliens, c'est à la fois la contradiction fondamentale du projet sioniste et la revanche du droit sur le fait. Pour que le fait israélien se transforme en droit acquis, la complicité des Arabes lui est indispensable et à la limite elle doit être totale et continue, c'est-à-dire celle que seuls les morts peuvent donner. Israël doit ou bien se débarrasser de tous les Arabes ou bien les conquérir et les contrôler; et c'est bien ce que le déroulement des événements est en train peu à peu de dévoiler. Frontières sûres, non-agressivité arabe, garantie de la paix, demandent les Israéliens, où s'arrêtent les premières, qui jugera de la seconde et qui garantira la troisième ? Cela aboutit à ce que ces revendications ne seront une réalité que si les Arabes, et tous les Arabes, reconnaissent que toute leur politique passée fut une erreur et promettent de s'en détourner à jamais, en donnant à Israël des gages sous forme de privilèges économiques et militaires; à la limite, Israël ne sera satisfait que si les Arabes désarment et payent sous une forme ou une autre le maintien d'une forte armée israélienne qui ainsi deviendrait la seule organisation de défense de tout le Moyen-Orient (14). C'est la logique de tous les plans israéliens de règlement du conflit et on se demande comment on peut rationnellement croire que ces plans peuvent aboutir à la paix. Ainsi, en partant du « fait » tel que le conçoit Israël, on retrouve le monde fermé de la justice de Dieu; ce n'est pas par hasard, car un même souci de soi, et de soi seul, fonde idéologie et politique. Tant que les Israéliens nient les autres, et avant tout les Palestiniens, ils sont condamnés à ne jamais trouver de frontières sûres, ni d'attitudes non-agressives; l'insécurité qu'ils prétendent combattre, elle est d'abord en eux, puisqu'ils veulent être seuls dans cette terre qui a appartenu et continue d'appartenir à d'autres. Tant que ces derniers sont là, et malheureusement pour les Israéliens, ils seront toujours là, ils sont en vérité sources d'insécurité.

Ceux qui croient qu'Israël a un autre plan que celui que nous avons esquissé se trompent grandement; car pour qu'un « plan » existe il

faudrait qu'Israël mette en question sa propre réalité et jusqu'à maintenant rien ne le laisse présager. C'est pour cette raison que les « plans de paix », quelle que soit leur origine (ONU, quatre grands, pays neutres et même juifs de la Diaspora), seront refusés par Israël; acceptés sous la pression, ils seront à la première occasion désavoués.

Toutes les discussions autour de la Crise du Moyen-Orient mettent bien en relief qu'il existe deux problèmes bien différents: celui des frontières « internationales » entre la Palestine du mandat et les territoires voisins et celui de la Palestine elle-même (15). Tous les plans de règlement se ramènent à quelques idées essentielles qu'on peut résumer de la sorte. Les deux problèmes, des frontières et de la Palestine, exigent à la fois l'intervention des 4 (ou 2) puissances puisque c'est grâce à celles-ci que la guerre, au niveau où veut la placer Israël, est possible, et de l'ONU puisque le problème a de tout temps été du domaine du concert des nations; Israël ne peut refuser aujourd'hui un arbitrage international qu'il n'a cessé d'utiliser à son profit depuis 1917. Le problème le plus immédiat et le plus simple aussi est celui des territoires occupés après 1967, l'intervention des grandes puissances est nécessaire dans ce domaine puisque seules elles peuvent obliger Israël à se retirer et qu'en même temps, elles peuvent seules lui donner satisfaction sur les garanties qu'il demande; les territoires récupérés pourraient dans un premier temps ne pas être rendus à l'administration des pays d'origine; par la même occasion, les questions de la cessation de l'état de belligérance, le passage dans les lois internationales pourraient être réglées. Cette première conférence n'exige la présence ni de l'ONU ni même des intéressés. En revanche, une seconde conférence, organisée par l'ONU, doit mettre face à face les deux groupes intéressés, Arabes et Juifs de Palestine. La médiation de l'Organisation internationale est nécessaire seulement parce qu'Israël est tenu, par les circonstances de sa naissance, de se conformer aux recommandations de l'ONU et que son refus vicie sa légalité même, mais aussi parce qu'il faut bien que le peuple palestinien, maintenant dispersé, fasse entendre sa voix et autrement que sous la pression des gouvernements organisés, Israéliens ou Arabes. C'est cette seconde conférence qui réglerait le problème de fond, celui de la coexistence, individuelle ou communautaire, des Juifs et des Arabes en Palestine; l'accord qui en découlerait serait accepté par tout le monde, états arabes et grandes puissances. C'est à ce moment là que les territoires récupérés seraient rendus définitivement et en toute souveraineté aux pays voisins qui reconnaîtraient alors de jure le ou les Etats que la 2^e conférence auraient fait accepter aux intéressés. Les grandes puissances auraient alors à garantir le statu-quo et à aider économiquement la région à reconstruire.

Tous les plans mis en avant se ramènent à ces grandes lignes. Il faut se rendre compte que ce n'est là qu'une procédure qui, pour se réaliser, a besoin d'un certain nombre de circonstances, parmi lesquelles un changement fondamental de perspective chez les Israéliens. Rien ne le laisse néanmoins prévoir et on peut même se demander: Pourquoi changeraient-ils de politique alors que celle-ci leur a plutôt réussi jusqu'à maintenant? L'intérêt bien compris, dit-on généralement (16), c'est espérer une évolution dans l'attitude israélienne que ni le passé ni le présent ne justifient. Pour qu'Israël accepte cette procédure, au-delà d'une pression étrangère dont l'effet ne peut être que passager, il faut qu'il soit convaincu que l'autre politique qui consiste à obliger les Etats voisins à régler eux-mêmes le problème palestinien, qui a sa logique et son apparente légalité puisqu'elle découle directement de la politique anglaise vis-à-vis des peuples arabes, est à la longue impraticable, c'est-à-dire qu'elle peut gagner l'opinion des juristes et des « réalistes » occidentaux, qu'elle peut même donner des résultats sur le terrain, d'autant plus aisément qu'elle suit le modèle de toute expansion coloniale, passée ou présente, et qu'elle peut être soutenue tour à tour par un grand état industriel, bref qu'elle peut régler l'affaire partout ailleurs qu'au Moyen-Orient même, et qu'à long terme

seule une inversion de perspective, c'est-à-dire faire accepter par les Etats voisins une solution auparavant acceptée par les Palestiniens, peut garantir une paix durable. Or Israël ne changera pas du jour au lendemain, le croire, c'est compter sur l'improbable; il ne peut le faire que si les faits sont têtus, si la résistance palestinienne s'impose à lui comme adversaire irréductible.

Faut-il parler de la position des Arabes ? Tous ceux qui s'intéressent de près à la situation au Moyen Orient savent que les Etats Arabes n'ont jamais, sauf les Hashimites, demandé rien d'autre que la possibilité donnée aux Palestiniens de faire entendre leur voix. Leur « irréalisme » même provenait du fait qu'ils ne savaient comment régler au nom des Palestiniens une affaire qui ne les regardait pas au premier chef. Ayant d'autres buts, d'autres ambitions, le problème palestinien ne fut jamais pour eux qu'une source d'ennuis et de complications, dont ils ne savaient comment se débarrasser. Une solution, quelle qu'elle soit, acceptée par les Palestiniens, le seraient nécessairement par tous les pays arabes. Mais cette position est purement théorique, car elle dépend à la fois des Palestiniens et de leur capacité de prendre en charge leur propre destin, et d'Israël qui ne peut voir d'un bon œil ce « désintéressement » qui ruinerait les fondements même de sa politique. Quant aux Palestiniens, ils apprennent et apprendront de plus en plus qu'un tort, si injustifiable soit-il, qui met cinquante ans pour se concrétiser ne peut être effacé en un clin d'œil. Pendant longtemps, ils n'ont vu que leur malheur; peu à peu, dans leur perspective s'insinue l'Autre et s'exprime une politique vis-à-vis des émigrants qui dès le début se sont formés en communauté close et qui, après une expérience de vie étatique, ne s'ouvriront pas facilement à l'aventure. Ils clarifient la position qui a toujours été la leur, mais à laquelle personne n'a semblé rendre justice en 1947, celle d'un état bi-national. L'idée peut difficilement être refusée théoriquement surtout par les fils d'une Europe laïque et démocratique. Cet avantage idéologique est toutefois purement tactique, il sera toujours et partout taxé d'impraticabilité. Les Palestiniens devront aller plus loin et le jour venu, concrétiser leur idée car le concept juridique d'Etat peut recouvrir un très large éventail d'organisations administratives ou communautaires. Mais déjà, et quel que soit l'avenir, l'idéologie des Palestiniens est plus ouverte, plus moderne que celle qui implicitement soutient tous les projets des Israéliens.

Cette conclusion était le but de cette brève analyse du présent politique: montrer que le « réel » des Israéliens est une guerre ininterrompue, celui des Palestiniens et des Arabes en général est une possibilité de coexistence. L'imposition aux Arabes du « fait » israélien ne signifie pas la paix; l'acceptation par Israël du « fait » palestinien peut aboutir à la paix. D'où naît la différence, d'où vient la difficulté ? Des trois conceptions de la justice distinguées plus haut, les Arabes et les Palestiniens en particulier s'ouvrent de plus en plus à la troisième, tandis que les Israéliens s'enferment dans la première. Dans le passé, les Arabes ont permis l'installation parmi eux de réfugiés en leur reconnaissant un certain pouvoir économique et politique dans le cadre d'un humanisme religieux: la terre, surtout en Palestine, est à tous. Ils ont aussi assimilé le fait de la colonisation à une partie de leur propre histoire parce qu'ils ont découvert, au-delà du brigandage et de la mauvaise foi, la réalité fondamentale du retard, la négativité d'une certaine conception statique de soi-même. Ils peuvent encore acquiescer au principe d'une responsabilité humaine collective et participer au dédommagement que l'humanité doit aux victimes de l'hitlérisme, dans la mesure où l'échec de l'intégration d'une minorité est en fait l'échec de tous et un danger pour tous (le problème palestinien lui-même en donne la preuve quotidienne), mais précisément à ces trois niveaux, le Sionisme refuse d'autres fondements que les siens propres: ni comme réfugié, ni comme colon, ni comme victime, c'est en tant que grand justicier que le Sioniste veut qu'on le voie revenir en Palestine. Il veut imposer aux autres le bien-fondé de tous ses faits et gestes passés et

présents: il a toujours été dans son droit, les autres ont toujours été dans leur tort, ils doivent le regretter et donner des garanties qu'ils ne recommenceront plus (17). Tant qu'on n'a pas compris ce fait, on ne comprendra rien à ce qui s'est passé, se passe et risque de se passer encore en Palestine. Le Sionisme n'accepte ni de se relativiser ni de se critiquer. S'il s'avisait de reconnaître que les Arabes ont une fois raison, c'est toute sa structure qui risque de se désagréger; c'est pourquoi la demande d'un tête-à-tête israélo-arabe est purement tactique car tant qu'Israël est Israël, un tête-à-tête est à la fois impossible et inutile. De tous les points de vue, juridique, ethnique, historique, la position israélienne est contradictoire, elle ne peut aboutir à des résultats qu'en utilisant la force et à défaut de force, il faut qu'elle persuade la raison, qu'elle se mette en question, c'est-à-dire qu'elle se nie. Sans doute peut-on retourner l'argumentation contre les Arabes quand ils disent: ils n'avaient rien à faire chez nous, ils n'ont qu'à s'en aller; pendant longtemps, ce fut leur politique verbale sinon réelle, et c'est cela qui a donné un semblant de force au point de vue israélien — mais à l'heure actuelle, la position des Palestiniens prend précisément en considération le point de vue de l'autre, et fait son auto-critique; il a fallu du temps, de nombreux échecs, il a fallu que la réalité se montre têtue, mais ils y arrivent. Pour qu'il y ait possibilité de paix, il faut que la même évolution se dessine de l'autre côté: beaucoup de temps, une série d'échecs, et l'impossibilité de réduire par la force le fait palestinien. Les Arabes passent de la théologie à l'histoire, les Juifs, qui, de l'histoire ont sauté à pieds joints dans la religion, doivent revenir à l'histoire si « la paix durable » qu'on prétend chercher doit un jour s'installer. Mais le sang coulera, dira-t-on ? Il n'a jamais cessé de couler depuis que les Juifs décidèrent d'avoir leur Etat, et c'est précisément parce qu'une longue période, pleine de dangers, est devant nous que les grandes puissances doivent intervenir pour maintenir au moins ces dangers dans des limites tolérables.

Une légende est en train de prendre forme, celle d'une guerre israélo-arabe (la dernière) que personne n'a voulue (18). Ceux qui ont suivi attentivement les péripéties de la crise de mai-juin 1967 savent qu'à plusieurs reprises il y avait moyen non seulement d'arrêter l'engrenage de la guerre, mais encore de faire sortir de la confrontation un mécanisme pouvant aboutir à une stabilisation du statu-quo. Les chefs, surtout militaires, d'Israël ne l'ont pas voulu et il ne sert à rien de gloser sur la psychologie des citoyens israéliens, le moral de l'armée, les erreurs d'appréciation des leaders égyptiens... Car si des journalistes impartiaux ont pu déceler dans les déclarations de ces derniers des ouvertures de paix, comment peut-on penser que des chefs responsables de l'autre côté de la barricade pouvaient ne pas saisir l'occasion. La vérité est que le but fondamental des chefs sionistes d'Israël n'est pas — ou plus — de vivre en paix, mais bien de s'imposer comme force dominante au Moyen-Orient et plus encore de se venger des avatars de l'histoire. Affirmer le contraire, c'est vouloir que nous jugions l'adversaire sur ce qu'il dit et non sur ce qu'il fait. Le nationalisme, surtout à contenu religieux, porte en lui-même les ressorts de sa propre exaltation; non critiqué, il se transforme inéluctablement en impérialisme. Il ne s'agit donc pas de l'avenir d'une certaine nation hébraïque, mais bien de celui du Sionisme politique (19), tel qu'il est aujourd'hui et non tel qu'il aurait pu devenir dans des circonstances différentes. Tous ceux qui réfléchissent sérieusement sur les conditions de paix au Moyen-Orient savent que l'une d'elle est nécessairement un degré minimum de désionisation; mais ceux qui le disent ne vont jamais jusqu'à nous expliquer les moyens pratiques d'y parvenir. Les structures de l'Etat israélien sont faites justement pour perpétuer l'idéologie sioniste; tout nous pousse à croire que seul un échec politique flagrant qui ne pourrait plus être dissimulé par une fuite en avant, comme cela a été le cas depuis 50 ans, peut la mettre en question. Il est de l'intérêt des non-sionistes conséquents que le déséquilibre actuel dans le rapport des forces israélo-arabes se modifie et d'abord par le renforcement de la lutte palesti-

nienne. Sinon le Sionisme politique se nourrira de ses propres succès, mêmes temporaires, et se radicalisera fatalement. Qu'est-ce que le maintien d'un Sionisme politique signifiera pour les pays arabes du Moyen-Orient ?

62 Je ne suis pas de ceux qui croient qu'une parenté raciale peut plaider en faveur d'une compréhension et d'une coopération durable (20). Le sémitisme n'est pas d'abord une réalité, l'arabisme d'aujourd'hui se fonde sur une tradition culturelle dans laquelle l'élément sémitique n'est certainement pas dominant : les Arabes veulent s'ouvrir à d'autres traditions culturelles, différentes selon les secteurs d'opinion (Grèce ancienne, Asie bouddhiste, Occident moderne) mais ne veulent surtout pas se cantonner dans la seule composante sémitique de l'histoire. Une compréhension judéo-arabe fondée uniquement ou essentiellement sur cette dernière serait même une régression par rapport à la symbiose du Moyen-Age et aura comme conséquence de renforcer chez les deux peuples leur péché majeur : l'ethnocentrisme. Ce n'est donc pas au moment où celui-ci commence à être critiqué d'une manière méthodique dans la société arabe que cette ouverture doit être entravée par la glorification fallacieuse d'une fraternité sémite. Israël peut fournir aux Arabes une aide économique et technique, entend-on souvent ; ceux-ci peuvent rétorquer à juste titre que, puisqu'ils peuvent la recevoir directement de l'Occident moderne, ils n'ont nul besoin d'intermédiaire. Ils ont reçu dans le passé la science grecque à travers des intermédiaires et l'expérience ne fut guère convaincante. Plus importante que cela est la question : au service de quoi est cette technique ? Les Sionistes ont utilisé les acquis les plus hauts de la culture contemporaine à des fins ethnocentriques. La valeur régénératrice du travail, fondamentale dans le socialisme humaniste, a servi à séparer les travailleurs arabes de leurs camarades juifs, la démocratie politique fut utilisée comme argument de propagande pour nier les droits des Arabes présentés en bloc comme des féodaux, l'esprit d'organisation inhérent à l'industrie fut détourné vers la mise sur pied d'un camp retranché. La technique moderne au service d'une tradition retrouvée et revivifiée, nous savons quel nom cela porte dans l'histoire du XX^e siècle et les Arabes n'ont nul besoin de faire l'expérience à leur tour. Sans doute peut-on trouver dans l'idéologie arabe des éléments qui aboutissent au même mélange détonnant, mais cette dernière est loin de l'avoir définitivement emporté contre ses deux adversaires : l'universalisme religieux et l'humanisme progressiste, et ceux d'entre nous qui luttent pour que celui-ci prédomine avec toutes ses implications dans la société arabe n'ont pas intérêt à ce que l'activisme ethnocentriste se renforce chez eux par une collaboration ou une compétition aveugle à l'exclusivisme juif d'Israël. Une collaboration féconde, qui serait en même temps la voie royale vers la paix, serait une acceptation simultanée des valeurs humanistes de la culture moderne au service desquelles devrait être mise la technique maîtrisée : mettre un terme à l'exclusivisme dans nos deux sociétés, reconnaître les droits fondamentaux des individus et des communautés, ne plus faire appel à aucune « promesse divine ». Mais cela signifierait la fin du Sionisme politique lui-même, et croire que celui-ci se laisserait mourir de bonne grâce serait montrer une grande naïveté. Israël tel qu'il est, donc exige de nous la reconnaissance, se ramènera toujours pour nous à ceci ; pas d'égalité, pas de démocratie, pas de droits, pas de Palestiniens, la réaction plutôt que le progressisme dans le monde arabe (21).

Les Arabes ne sont certainement pas à la hauteur de leurs prétentions, et ce retard est la source réelle de la force d'Israël, mais les prétentions sont d'avenir, non du passé comme les Sionistes qui, à une société ouverte, ont préféré une société fermée « à eux tous seuls ». Les Arabes sont en train de se dé-traditionnaliser et on peut espérer qu'ils ne se re-traditionnaliseront pas, car nous savons ce qu'une néo-tradition couplée à la technique moderne peut donner.

Le Sionisme politique, au nom du réalisme, joue la carte de toutes les régressions : que les Juifs russes soient persécutés, que ceux des pays arabes soient lynchés, que ceux d'Occident ne soit pas intégrés, que la compétition russo-américaine continue, que la course aux armements ne connaisse pas de répit, que le nationalisme triomphe et que le monde se fragmente, pour qu'Israël se renforce et s'impose. L'avenir des Arabes en revanche est lié à ce qu'il y a de meilleur dans l'homme : l'utopie socialiste, le pari démocratique, la consolidation de la paix. L'espoir arabe est accroché à une intégration, de plus en plus réelle, à une démocratie de plus en plus approfondie, à une paix de plus en plus assurée. Que les Palestiniens le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, ils sont tenus de parier sur le « meilleur ». De leur lutte dépend plus que leur propre survie. Ils peuvent certes échouer, nous savons ce qu'il adviendra, mais s'ils l'emportent, cela signifiera qu'au XX^e siècle aucun peuple, quel que soit son « retard », ne subira le sort des Maoris. Cela dépendra avant tout d'eux, de leur capacité de durer, mais d'autres forces peuvent aussi jouer leur rôle, celui des Juifs de la Diaspora sera probablement décisif. Si les autres traditions du judaïsme moderne, humanistes et démocratiques, que le Sionisme politique a réussi, par des moyens divers, à réduire au silence s'exprimaient de nouveau et se renforçaient au point de devenir un facteur important sur la scène internationale, si à cause de cette évolution une collaboration s'instituait entre Palestiniens arabes et juifs de la diaspora et d'Israël sur un programme de démocratie laïque et de sauvegarde des droits nationaux, cette situation nouvelle permettra d'espérer un affaiblissement du Sionisme. L'expérience des dernières années, il faut le dire, n'a pas été concluante dans ce sens, mais on peut estimer que la lutte des Palestiniens, en se développant, sera à même d'amorcer cette dialectique qui permettra aux deux adversaires de se déprendre de la « justice de Dieu ». C'est en devenant eux-mêmes plus modernes, plus démocratiques et, pourquoi ne pas dire le mot, plus modérés, que les Palestiniens aideront à se cristalliser les mouvements qui, dans le judaïsme mondial, ne sont pas aveuglément dévoués au sionisme politique.

63

Faut-il conclure ? Les deux conditions mises en avant : l'affirmation dans les faits de la nation palestinienne et l'affaiblissement du Sionisme politique sont intimement liées et c'est de leur devenir que dépendra en grande partie notre condition future : celle d'une guerre sans issue autre que l'asservissement et l'extermination, ou celle d'une dialectique de la coexistence. Le devoir des Arabes est clair. C'est de se renforcer par tous les moyens pour obliger les Israéliens à contrôler leur propre appétit — c'est peut-être même là un devoir moral. Le rôle des démocrates, juifs et non juifs, est clair aussi : le joueront-ils ? A défaut de ces deux conditions, chercher la paix au Moyen-Orient, c'est-à-dire un compromis acceptable par les deux parties, sans que l'une d'entre elles se croie victime d'un destin aveugle, c'est espérer résoudre la quadrature du cercle.

Reste la « PAIX » que cherche Israël par une victoire totale. Oui, mais dans ce cas, la parole n'a plus de sens, seul le silence est de mise.

NOTES

- (1) Exemple dans Sadiq Jalal al-'Aem, *al-Naqd al-dhati ba'd al-hazima*. Dar al-tali'a, Beyrouth, 1968.
- (2) *Israel and the World — Essays in a Time of Crisis*. Schocken Books. N.Y. 2^e édit. 1963, p. 231.
- (3) *Herald Tribune*, Europ. edit. June I, 1967.
- (4) *On the Arabs-Israeli War*, *New Left-Review*. Aug. 1967.

- (5) D'après une étude de G.M. Tamarin ; Influence of Ethnic and Religious Prejudices on Moral Judgment, New Outlook. Jan et Mars 1966, cité par N. Weinstock, le Sionisme contre Israël, Maspéro. Paris, 1969 p. 368.
- (6) Point de vue exprimé dans Moh. Jalal Kushk, al-Qawmiya wa l-ghazw al-fikri, publié au Kuwait, 1967 p. 180 sq.
- (7) Op. cit. p. 233.
- (8) L. Eshkol, Newsweek, 17 Fev. 1969.
- (9) Il est symptomatique qu'Avnery écrive cette phrase sortant tout droit des livres sur l'Ouest américain «... gentle children... dreamed of the day when then, in their turn, would till the soil and fight the Arabs » (*) Israël without Sionists, Macmillan N.Y., 1968, p. 129.
- (10) Comme le fait Anwar Abdalmalik, Libre Opinion du journal Le Monde, 13 Fév. 1969
- (11) Cette influence du point de vue occidental sur le monde non-occidental est bien mis en relief par M. Rodinson dans « Israël et le refus arabe », Le Seuil, Paris, 1968 (Original anglais, Penguin 1968).
- (12) Cf. N. Weinstock, op cit. p. 561.
- (13) A la Conférence de Londres de 1939.
- (14) C'est bien le résultat final de la Fédération sémite que propose Avnery, op. cit. p. 188. Les modèles qu'il propose, OTAN et pacte de Varsovie, se passent de commentaires.
- (15) Les éléments d'une solution diplomatique connus à tous les plans de compromis, ont été analysés par A. Fontaine dans son article « Séparer les combattants », Le Monde, 5-6 janv. 1969.
- (16) C'est la faiblesse du livre d'Avnery. D'après ses propres analyses la désionisation est presque impossible de l'intérieur. Pensant qu'une pression de l'extérieur la rendrait encore plus aléatoire, sa position ressemble étrangement à celle des officiers de l'armée française qui étaient pro-algériens et anti-FLN ; leur rôle fut pratiquement nul dans l'évolution du conflit algérien.
- (17) D'où le postulat que les Arabes sont toujours les agresseurs. Eshkol va même jusqu'à dire à un journaliste qui n'en croyait pas ses oreilles : You seem to forget the Arabs were the first to attack », (*), interview déjà citée.
- (18) Cette présentation des faits gagne parce qu'on ne peut plus soutenir contre l'évidence que les Egyptiens voulaient la guerre.
- (19) Il va de soi que les Arabes n'ont rien eu, dans le passé, contre un sionisme religieux et n'auraient rien contre un sionisme culturel.
- (20) Le seul arabe qui ait exalté cette parenté, Faysal b. Husayn, ne parlait pas de sa propre initiative.
- (21) Eshkol dit dans l'interview citée : «There is much alarm about Soviet influence but what do Egypt and Syria have to offer ? And the States that do have a lot to offer : Saudi Arabia Kuwait, Iran, Turkey, in those states Soviet influence is minimal ». (*) On ne peut évidemment être plus clair
- (*) Vous semblez oublier que les Arabes furent les premiers à attaquer.
- (*) On s'alarme trop à propos de l'influence soviétique, mais que peuvent offrir l'Egypte et la Syrie ? Et les états qui ont beaucoup à offrir : Arabie Séoudite, Koweït, Iran, Turquie.. Dans ces Etats, l'influence soviétique est minime.



MOSHE DAYAN AU VIET-NAM AVEC LES MARINES U.S.

e. m. nissaboury

palestine tout court

*C'est pour ne pas mourir d'inanition
que j'ai choisi le sable qui nous sépare*

*qui n'est plus sable
plus distance*

66

*qui est une infinité de racines résumant
l'essentiel d'un accord avec moi-même
et les premièrement en rupture
deuxièmement nous sommes tous des fidayines*

*C'est tout à fait le contraire de la danse du ventre
l'homme-sandwich dépotoir
des terreurs bibliques
des erreurs historiques
des dénaturations par voie de conséquence
l'à peine visible dans une aisselle
c'est moi
n'ayant rien bâti rien systématisé
on ne me la fera pas avec les sois-sage-et-tais-toi
je n'ai pas à spéculer sur les rêves des rêveurs
je n'ai pas à dresser de certificat de décès collectif
des ambitions déçues
je dis à leur père qui est aux cieux ou quelque part dans une ville
du Fric
— leur père ou que vous soyez
qui leur donnez à chacun son arabe quotidien
faites-leur savoir aussi
que je hais leurs femmes et leurs enfants
que je déchire les cartes de visite de leurs meilleurs amis
qu'au bout de chaque racine j'ai un fusil*

et une volonté de vie qui tourne au cauchemar
dites-leur à l'oreille ou dans paris-match
qu'en face de chaque peuple élu
il y a celui qui refuse d'être élu
pour l'extermination
pour je ne sais quelle idée saugrenue
de ministre du tourisme raté
impuissant et sanguinaire
abrah !

Faites vos jeux messieurs les chefs d'état-majors
messieurs les parlementaires
et vous aussi zigotos de la lune
c'est pour ne pas mourir
démocratiquement sur un transistor
que je nous sépare

entre nous et vos cités idéales
il y a la main d'œuvre déportée
les heures gmt
les tableaux impressionnistes
les dépressions idéologiques
des livres en quantité
et des nuits au rasoir sur notre humanité de silence
je nous sépare opprimé oppresseur chacun de son côté
salut

à toi

Yassir Arafat

le mythe du miracle économique israélien et le rôle du capital étranger

par jamal bellakhdar

68

Dans une récente tournée en Afrique, une mission israélienne de 8 membres (qui a visité successivement la Zambie, l'Ouganda, le Kenya et l'Ethiopie) — s'efforçant d'établir une analogie entre Israël et les pays visités — a présenté Israël comme « exemple d'un développement économique accéléré ».

« Comme les Etats Africains, Israël est un pays en voie de développement. Bien qu'avec des cadres différents, les Africains refont avec un décalage de quelques années la même expérience de développement que celle que nous avons tentée. Nous pouvons donc leur éviter des erreurs... ».

Quelques années auparavant, Eshkol, alors Ministre des Finances, déclarait : « L'afflux de capitaux étrangers est indispensable pour un pays comme Israël ». En même temps, le formidable appareil de propagande sioniste en Europe développait aux yeux d'une opinion conditionnée le mythe d'Israël état démocratique, voire même socialisant, et du kibboutz, qu'il n'hésita pas à comparer au kolkhose soviétique. Il n'est pas moins rare d'entendre affirmer dans les milieux officiels de Tel-Aviv que la société israélienne « d'où toute discrimination est absente, constitue un exemple vivant d'égalité sociale, propre à séduire les nouvelles nations d'Afrique ».

Pourtant, les discriminations qui existent entre les différentes échelles de la hiérarchie sociale et l'origine géographique des immigrants, le régime inhumain imposé aux minorités arabes sont là pour démontrer que « l'exemple paraît contestable » (professeur soviétique Debetz au colloque de l'U.N.E.S.C.O. sur le racisme : 2 septembre 1967) et qu'Israël ne le cède en racisme qu'à l'Afrique du Sud.

De la même façon, l'importante masse de capitaux occidentaux qui sont investis en Israël, la faible importance des kibboutzims (les kibboutzims touchent moins de 5 % de la population) et leur localisation le long des frontières d'Israël suffisent amplement pour contester et le « dynamisme économique israélien » et son caractère socialisant.

Exploitant l'ignorance dans laquelle l'opinion occidentale est maintenue sur cette question, les apologistes de l'Etat sioniste en font « une pauvre petite nation s'accrochant au désert pour en faire sortir

quelque chose », cernée, assiégée par des colosses rendus agressifs « par leur incapacité chronique à sortir du sous-développement ». Pour passer de l'incapacité des états à celle des hommes, il n'y a qu'un pas à franchir. Qui n'a pas eu l'occasion de voir en France, au moins une fois, dans la presse, dans les émissions de télévision ou aux actualités cinématographiques, ces montages de clichés ou de séquences dans lesquels l'image classique de la femme-soldat israélienne, ouvrière au kibboutz de surcroît, fait contraste avec celle de l'arabe « fainéant et fataliste ».

Ainsi donc, pour rallier les uns on s'adresse à leurs sentiments anti-arabes. Pour convaincre les autres on parle de génocide, de persécutions hitlériennes et tsaristes. Devant les gens de gauche on développe les thèses du « socialisme israélien ». Devant les bailleurs de fonds on énumère les multiples avantages d'une économie libérale. Aux pauvres on parle d'égalité et de justice sociale. Aux gens de couleur enfin, on parle de l'appartenance commune à un même monde : celui qui se débat pour sortir du sous-développement.

Sur toutes ces questions il convient de faire le point :

I - ISRAËL, ENCLAVE DE L'OCCIDENT CAPITALISTE AU MOYEN-ORIENT

a) NI SOUS-DEVELOPPE, NI EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

En fait, Israël ne présente aucun caractère pouvant l'apparenter aux pays dits « sous-développés » ou du Tiers-Monde. De plus, paradoxalement, Israël est un état du tout au tout étranger au Moyen-Orient. En effet, c'est un « état de type occidental et quasiment européen (...) dont la force au Moyen-Orient tient surtout à ses caractères occidentaux d'organisation et d'évolution sociale, ce qui se manifeste nettement dans le fait qu'il est sans doute le plus stable socialement et politiquement des pays de cet Orient arabe ; c'est aussi celui où la masse de la population jouit du niveau de vie et d'éducation le plus élevé en moyenne » (GOTTMAN, « Etude sur l'Etat d'Israël et le Moyen-Orient »). Selon une statistique officielle, 2.000 nouveaux millionnaires ont édifié leur fortune au cours des toutes dernières années.

69

D'autre part, l'organisation de la vie sociale dans tous les domaines s'apparente à celle qui a cours dans les pays occidentaux. Israël possède par exemple des syndicats de type américain ne représentant pas seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais étant aussi les employeurs d'un nombre important de travailleurs et de professions libérales. Israël présente également une structure de la main-d'œuvre active qui correspond à celle des pays avancés, c'est-à-dire une part réduite dans le secteur primaire et environ la moitié de la population active dans le secteur des services (secteur tertiaire).

Ainsi, Israël est bien plutôt un prolongement de l'occident capitaliste, dans une région à laquelle il est totalement étranger. Et si Israël, dans tous les domaines de la vie sociale, manifeste par rapport à ses voisins une supériorité énorme, celle-ci ne fait qu'exprimer le fait que l'Etat sioniste est un « rejeton » de l'Europe au sein du monde arabe.

Bettelheim, dans « Planification et croissance accélérée », définit les pays sous-développés comme des « pays exploités dominés et à économie déformée ». Or, Israël ne correspond nullement à cette définition : contrairement à ce qui a lieu dans les pays sous-développés où un pays avancé investit des capitaux dans le but de les faire fructifier par l'abondance de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché soumettant cette dernière à une exploitation plus ou

moins apparente, en Israël, on ne peut trouver trace de ces traits fondamentaux.

Bien qu'en Israël « *tout est dû aux dons et investissements étrangers* » (Isaac Azouri), cette injection de capitaux ne possède pas la même fonction que celle par laquelle — sous prétexte de participation aux programmes de développement — les pays avancés s'accaparent les richesses et les potentialités économiques des pays sous-développés. Ici, ces dons et investissements, loin de freiner ou de déformer l'économie d'Israël, l'ont au contraire créée de toutes pièces. Du point de vue économique pur, Israël n'est pas plus exploité par le capital international que l'Allemagne de l'Ouest ne l'est par les capitaux américains. Tout ce que les monopoles tirent de leurs placements d'argent, c'est de l'argent, dans le cas d'Israël comme dans celui de la R.F.A. En effet, on ne peut pas dire qu'Israël soit pour les puissances économiques une source intéressante de matières premières. Israël ne possède en effet ni minerais stratégiques, ni pétroles. On ne peut pas non plus avancer qu'il soit un marché et un débouché important pour l'écoulement des marchandises occidentales (en dehors des armes). Or, précisément, ce sont là les deux facteurs essentiels qui attirent le néo-colonialisme économique.

b) *POURQUOI ALORS CET AFFLUX DE CAPITAUX AMERICAINS, ALLEMANDS, ANGLAIS ET FRANÇAIS*, alors qu'à première vue l'Etat sioniste ne semble pas être un champ d'opérations rentables dans l'immédiat pour le néo-colonialisme économique ?

70

L'erreur à ne pas commettre en voulant apporter une réponse à cette question, serait de dresser un parallèle entre Israël et les jeunes nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, devenues la proie du néo-colonialisme économique. Ils n'ont rien de comparable, car ce que recherche l'impérialisme en Israël, ce n'est pas de piller les matières premières de la terre palestinienne, comme il le fait ailleurs dans le monde, mais fondamentalement de *s'assurer une présence physique*, un « pied-à-terre » dans cette région du monde où la montée des nationalismes locaux (arabes en particulier) constitue une menace constante pour les prérogatives économiques que possède l'Occident au Moyen-Orient. Israël, c'est un instrument entre les mains de l'Occident précisément à des fins néo-colonialistes.

De la même façon qu'il utilise la Grèce, la Turquie et l'Iran comme ceinture anti-soviétique, l'impérialisme se sert d'Israël comme une force de répression dirigée contre les mouvements de rénovation sociale arabes qui, à tout moment, peuvent remettre en question les concessions économiques importantes qu'il possède au Moyen-Orient. Un récent article du périodique « *Echos* » montre fort bien le lien qui existe entre les questions pétrolières et la mission confiée par l'impérialisme à Israël : « *Une défaite d'Israël plus sûrement que sa victoire conduirait, redoute-t-on dans les milieux pétroliers, au renversement à bref délai de l'ordre établi dans les pays riches en hydrocarbures* ».

Et plus loin : « *Les milieux pétroliers internationaux, auxquels leur métier commande de ne tenir compte de données politiques que dans la mesure où elles constituent des facteurs économiques, manifestent une inquiétude croissante des répercussions qu'aurait une défaite israélienne sur la stabilité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe* ».

Approvisionnement pétroliers des pays du Marché Commun en provenance du Moyen-Orient				
France 51,5 %	R.F.A. 42,1 %	Italie 79,7 %	Pays-Bas 78,5 %	Belgique 78,2 %

Part du Moyen-Orient dans la production des Grandes Compagnies			
British Petroleum 70 %	Cie Française des Pétroles 75 %	Gulf	66 %
Mobil 45 %	Shell 27 %	Standard Oil	23 %

Ainsi, le rôle d'Israël est celui d'une sentinelle avancée du monde capitaliste dans cette région du monde. *Israël, c'est un état garnison dont la mission consiste à veiller au maintien de l'ordre économique établi au profit de l'Occident et au détriment des pays arabes*; les prérogatives qu'il possède dans cette région du monde, l'Occident y tient particulièrement, ce qui l'oblige à être très vigilant.

Ainsi s'expliquent les interventions américaines en Grèce, en Turquie (où quelques années après le début de la guerre froide, le Président Menderès fut renversé à la veille de son départ à Moscou), en Iran où Mossadegh fut combattu et renversé parce qu'il avait osé nationaliser les Compagnies pétrolières étrangères, dans divers pays arabes où les américains s'appuient sur des forces réactionnaires. Ainsi s'explique la lutte qui a opposé les forces progressistes d'Arabie du Sud et d'Aden, clé du pétrole, à l'impérialisme anglais. Ainsi s'explique l'utilisation constante de l'Etat d'Israël comme abcès de fixation, comme prétexte permanent à l'intervention occidentale pour maintenir les intérêts que possède le capitalisme au Moyen-Orient.

« Dans leur esprit (celui des impérialistes), la fondation en 1948 de l'Etat d'Israël devait, en tronçonnant la géographie arabe, donner à ce dessein un caractère en quelque sorte irrévocable. Il fallait en effet enraciner en Orient arabe par le fer et le feu un corps étranger dont la fidélité serait garantie par l'horreur réciproque du sionisme et du nationalisme arabe, et dont la fragilité serait un gage d'allégeance; l'Amérique aurait ainsi une occasion permanente d'intervention ». (JEAN DUBREUIL : le Pétrole arabe dans la guerre).

71

Rien d'étonnant alors à ce que les monopoles internationaux par leurs capitaux, aident à la survie de ce « rejeton » de l'Occident qui défend si bien leurs intérêts. C'est parce qu'ils savent que *c'est un état politiquement et économiquement non viable* qu'ils contribuent par leurs capitaux et leur solidarité agissante à consolider cet état qui s'édifie territorialement par l'agression et l'expansion et ne survit économiquement que grâce aux dons et emprunts.

Avec qui commerce Israël (répartition en 66-67)		
Pays	Import. en %	Export. en %
Etats-Unis	27	16
Europe	53,5	57
Grande-Bretagne	19	12,5
Autres pays de l'A.E.L.E.	8	10,5
Allemagne Féd.	8	10
Pays-Bas	4,5	6
France	4	4
Suisse	3,5	5
Italie	3,5	2,5
Belgique	3	6,5
Japon	2,5	4
Reste du monde	17	23

II - ISRAEL, ETAT SUBVENTIONNE

a) TOUT D'ABORD, QUELQUES DONNEES ELOQUENTES

En échange des éminents services qu'il rend à l'impérialisme mondial comme agent et prête-nom, Israël reçoit en retour une aide et une rémunération substantielle. Tout d'abord, une aide diplomatique et une caution dans les grandes instances internationales. Ensuite — et c'est là l'objet de notre article — une aide financière et économique importante.

Ainsi, de 1943 à 1964 « *les investissements étrangers, y compris les transferts et les placements à long et moyen terme, approchaient les 6 milliards de dollars* » (Shaul Zarhi), soit approximativement 400 millions de dollars par an.

Dans ce chiffre ne sont pas compris bien sûr les biens des arabes expulsés et que l'Etat sioniste s'est approprié : ces biens s'élèvent à 5 milliards, 800 millions de dollars, leur revenu annuel atteignant 160 millions de dollars en 1947.

Dès la proclamation unilatérale de l'indépendance d'Israël, les U.S.A., dévoilant ainsi leur intention de soutenir la situation artificielle et illégale créée par cette déclaration, promettaient par la voix de leur Président Truman une *allocation* de 100 millions de dollars à l'Etat sioniste (lettre du 29 novembre 1948 du président Truman à M. H. Weizmann). Quelques années plus tard, avec l'accord (*) signé en 1952 (puis ratifié en 1953) entre le gouvernement d'Israël et celui de la R.F.A., Israël s'assurait une source de revenus et de subventions importante — cet accord prévoyait que l'Allemagne versera en 12 ans 3.480 millions de marks (821 millions de dollars) dont 480 millions (107 millions de dollars) à des organisations juives en dehors d'Israël, à titre de *réparations de guerre*. La même année (1952) d'après l'aveu de Shaul Zahri « *les importations de capitaux* ont représenté 34,3 % du revenu national brut ; ce taux qui a toutefois diminué, reste encore très important actuellement : 24,3 % du revenu en 1964, soit 564 millions de dollars. Ces injections de capitaux ont contribué tout à la fois, à combler le déficit chronique de la balance commerciale (déficit de 528 millions de dollars en 1964 contre 315 millions en 1959 d'après les statistiques de la Banque d'Israël) et à créer un état soutenu de croissance pour l'absorption de l'immigration malgré l'insuffisance de l'épargne nationale et les faiblesses de structure de l'économie israélienne.

A cette somme importante d'investissements viennent s'ajouter les emprunts gouvernementaux accordés par les alliés d'Israël et des sommes substantielles collectées par les organisations sionistes dans divers pays, *les dons* les plus importants et les plus réguliers étant ceux recueillis aux Etats-Unis par le « United Jewish Appeal ». Enfin les dons accordés régulièrement par les U.S.A. à Israël au titre de *l'assistance technique et économique* : ces dons avaient atteint 63,5 millions de dollars en 1951-52 et 70,2 millions en 1952-53 ; en 1953-54 ils sont tombés à 52,5 et en 1959-60 à 9,5 millions de dollars.

(*) implicitement, cet accord reconnaissait le mouvement sioniste international et l'Etat d'Israël comme représentants de tous les citoyens juifs du monde, qu'ils soient allemands, polonais, hollandais ou d'autres nationalités. En réalité, c'était un acte politique volontaire. Au-delà de la simple réparation, les alliés occidentaux ont aussi fait payer d'avance par le capitalisme allemand renaissant — non pas la note des crimes nazis — mais la rétribution qu'Israël exigeait, en contrepartie des services qu'il s'était engagé à rendre aux alliés occidentaux dans cette région du monde.

En ce qui concerne les investissements effectués par les pays étrangers en Israël, voici comment ils sont répartis :

Sur le total des investissements étrangers, 53,5 % sont américains, 40,2 % sont européens et 5 % sud-africains. Israël a, de surcroît, contracté une *dette extérieure* directe s'élevant à 348,7 millions de dollars à la fin de 1956 et à 668,3 millions de dollars à la fin de 1959, ces divers emprunts ont été accordés là encore par l'Occident.

La revue israélienne « Haolam Hazé » dans son numéro 421 de 1964, souligne que la part qui revient à chaque israélien rien que pour les aides américaines, atteint 60 dollars par an (et a même atteint certaines années 150 dollars) alors qu'en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, pour les pays qui reçoivent une aide U.S., cette part ne dépasse pas 2 dollars par an.

b) LES CHIFFRES POUR L'ANNEE 1964

La balance commerciale. Nous l'avons déjà dit, en 1964, les exportations n'ont couvert que 44 % des importations créant un déficit de 528 millions de dollars.

Malgré cela, les capitaux étrangers ont largement couvert ce déficit créant même un solde positif de 600 millions la même année grâce aux aides reçues de l'extérieur; les plus importantes sont les suivantes :

- emprunt d'équipement en provenance des U.S.A. et de l'Europe occidentale : 24,5 millions de dollars
- prêt de Washington : 53,5 millions de dollars
- investissements étrangers : 132,6 millions de dollars
- « transferts unilatéraux » ainsi décomposés :
 - 1^o) 151,1 millions de dollars de réparations allemandes,
 - 2^o) 8,2 millions de dollars d'assistance américaine
- dons nommés « transferts d'institutions » c'est-à-dire les versements de l'agence juive (où l'Etat d'Israël est représenté par 38 % des voix et les juifs nord-américains par 28 % des voix) : 78,8 millions de dollars
- « transferts individuels » : 96,6 millions de dollars.

73

Commerce entre la France et Israël (en francs) (en % du commerce extérieur israélien)			
Importations israéliennes 4 %		Exportations israéliennes 4 %	
Produits sidérurgiques :	25 millions	Agrumes :	36 millions
Voitures :	20 »	Jus d'agrumes :	5 »
Textiles, bois, verre :	14 »	Diamants taillés :	30 »
Produits chimiques :	14 »	Divers :	40 »
Orge :	10 »		
Pièces d'avions :	10 »		
Aluminium :	8 »		
Bas de femmes :	5 »		

III - UNE ECONOMIE QUI N'A PAS A SE SOUCIER D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

a) L'AGRICULTURE

14 % des exportations israéliennes en 1965 ont porté sur l'agriculture (agrumes principalement : elles occupent 20 000 personnes). Contrairement au secteur industriel, elle est restée ce qu'elle était en Palestine arabe, parce que sans profits importants pour le capital : travailler la terre simplement pour renverser la « pyramide juive » de Ber Borochov et rétablir une structure de classes ordinaire (avec ouvriers et paysans) n'a pas attiré beaucoup les nouveaux immigrants qui ont préféré de loin la ville. Ainsi 16,1 % seulement des céréales nécessaires à la consommation nationale sont produites sur place.

Dans les 15 % de la population employée par l'agriculture, on compte la quasi-totalité de la population arabe d'Israël (ouvriers agricoles).

b) L'INDUSTRIE

En 1964-65, sur un total de 4.188 millions de livres israéliennes :

— les produits alimentaires ont représenté ..	995 millions	(23 %)
— les textiles et les vêtements ont représenté ..	579 »	(15 %)
— les métaux et la fonderie ont représenté	550 »	(14 %)
— l'équipement pour les transports a représenté	306 »	(7,5 %)
— les produits minéraux non métalliques ont représenté	288 »	(7 %)
— les bois ont représenté	258 »	(6,3 %)
— les produits chimiques et pétroliers ont représenté	249 »	(6,2 %)
— les papiers et la librairie ont représenté	220 »	(5,3 %)
— les diamants (33 % des exportations) ont représenté	214 »	(5,2 %)
— l'équipement électrique a représenté	170 »	(4 %)

Il apparaît donc que l'industrie israélienne — si elle est très diversifiée — est caractérisée cependant par l'absence de toute industrie lourde qui reste actuellement une des conditions nécessaires de toute indépendance économique. L'inexistence de minerais n'est pas en soi un argument; il suffit de voir l'exemple d'un autre pays capitaliste : le Japon.

D'ailleurs, la consommation d'électricité dans les différents secteurs exprime bien ce déséquilibre dans l'industrie.

En 1964, l'industrie consommait 37 % seulement de la production (la même année, dans un autre pays capitaliste, la France, ce taux était de 70 %), 23 % étaient destinés à l'irrigation et 40 % à la consommation commune (services publics, collectifs et usage domestique).

c) Beaucoup plus expressif encore est la situation de l'emploi : 9,6 % de la population travaillent dans le secteur primaire, 25 % dans le secteur secondaire, 49 % dans le secteur tertiaire. Ainsi l'Etat israélien comporte un très fort secteur tertiaire (services, bureaux, etc...) dont rien ne justifie la présence sinon la volonté de donner un travail facile moins rebutant que la terre ou l'usine et qui seul retient en Israël un grand nombre de personnes qui sans cela préféreraient aller chercher fortune dans un autre pays de l'Occident.

IV - LE ROLE ASSIGNE AUX CAPITAUX ETRANGERS

a) ASSEOIR SOLIDEMENT UN ETAT CAPITALISTE TOTALEMENT ETRANGER A LA REGION

Cette injection massive de capitaux occidentaux a eu pour première conséquence de faire perdre à l'Etat israélien le contrôle de son économie. Cette hypothèque — car c'en est une — concédée consciemment par les dirigeants sionistes au capital international, avait pour but essentiel de transformer irréversiblement la société et les structures sociales dans cette région du monde, en suivant le processus capitaliste. Il était important pour l'impérialisme et pour le sionisme (leurs intérêts étant étroitement liés) d'éliminer définitivement tout germe(*) pouvant éventuellement remettre en question non seulement le rôle de policier confié à Israël, mais également du même coup tous les intérêts qu'il possède au Moyen-Orient.

Il s'agissait pour l'impérialisme et le sionisme de prévenir en quelque sorte une « mutinerie ». A cette fin, rien de plus efficace que d'identifier les intérêts et les structures sociales, les systèmes économiques et les schémas de développement. Dans cette région où, tôt ou tard — sous la pression des peuples — le socialisme sera adopté comme voie de développement par tous les états arabes, asseoir solidement une économie de type capitaliste, c'est maintenir un antagonisme permanent, c'est introduire un élément exogène, un foyer de contagion, un « réservoir de virus » avec lequel toute coexistence serait rendue impossible. Tel était l'objectif non avoué de l'impérialisme mondial lorsqu'il soutint la création d'Israël au lendemain de la guerre mondiale. Tel était également le plan du sionisme qui — pour que soit acceptée et même cautionnée sa gigantesque entreprise contre le peuple palestinien — devait se faire un allié puissant. Cet allié — il ne pouvait y en avoir qu'un susceptible de se prêter à cette machination, pour peu que des intérêts lui soient assurés — c'est l'impérialisme mondial. C'est ainsi que le sionisme alla offrir successivement ses services à la Grande-Bretagne puis aux U.S.A. comme prix de leur complicité. C'est ainsi que furent établis des liens de vassalité entre le sionisme et l'impérialisme. Deux préalables étaient cependant indispensables pour la pleine réussite de ce plan :

1°) éviter que cet élément étranger, « cet intrus », soit rejeté hors de cette région du monde, tout comme une épine d'oursin, si elle venait à s'introduire dans un tissu vivant, serait expulsée par l'organisme, parce qu'elle perturbe son fonctionnement physiologique normal. Pour cela, il fallait que cet état soit puissant et fort pour s'imposer dans cette région du monde et y accomplir sa mission.

2°) éviter que des mouvements oppositionnels internes viennent contrecarrer ce plan : en quelque sorte, prévenir une « mutinerie » : pour cela, il était indispensable d'imposer aux exploités la coexistence de classe avec les exploités.

b) NEUTRALISER UNE CLASSE EN IMPOSANT LA PAIX SOCIALE LES INSTRUMENTS DE CETTE POLITIQUE : L'HISTADROUTH ET LE MOUVEMENT DES KIBBOUTZ

A cette fin, on eut recours à la corruption et à la mystification. Rappelons que tous les partis politiques en Israël de la droite à la gauche (à l'exception d'une fraction des communistes) et la grosse centrale ouvrière, l'Histadrout — censée défendre les intérêts du prolétariat — défendent le principe de la coexistence pacifique entre

(*) de plus en plus des voix s'élèvent en Israël (organisation socialiste israélienne de Nathan Weinstock) — bien que très faibles encore — pour demander la désionisation d'Israël et l'adoption du socialisme.

les classes jusqu'à ce que l'Etat soit solidement assis. « La lutte de la classe ouvrière, de ce fait, se trouve indéfiniment reportée à une époque mythique où la paix étant faite avec l'extérieur, la lutte pourrait s'engager en Israël, sans menacer l'existence de l'Etat juif » (1). La mystification sioniste permet donc à la bourgeoisie israélienne de s'assurer à jamais la paix sociale en même temps qu'elle permet à l'impérialisme de réaliser ses noirs desseins.

Pendant ce temps, le répit que la coexistence de classe lui assure, la bourgeoisie l'emploie à installer des structures économiques et sociales qui, en emprisonnant dans un gigantesque réseau d'intérêts et de complicités tout ce qui dans un proche avenir peut entrer en contestation avec elle, lui assure une sécurité définitive.

1°) *Ainsi nous pouvons affirmer que le kibboutz fait partie de cette mystification idéologique :*

« L'histoire des kibboutz (et en fait l'histoire de la gauche sioniste) est l'histoire d'une social-démocratie corrompue par le nationalisme et les dures réalités économiques du régime capitaliste » (2). C'est aussi l'histoire de la neutralisation de toute une classe par son intégration à un système d'intérêts; d'abord voués à la production agricole, ils abandonnent rapidement cette activité peu compétitive, pour la petite industrie. La petite population du kibboutz ne constituant pas une force de travail suffisante, les kibboutzims furent contraints de louer de la main-d'œuvre des villes avoisinantes. « Ainsi la société communautaire des kibboutz (constituée au départ de paysans exploités) devient un exploiteur communautaire de main-d'œuvre louée » (Weinstock).

2°) *Par un processus identique, la classe ouvrière israélienne se trouve aujourd'hui neutralisée.* L'instrument utilisé à cette fin fut créé de toutes pièces en 1922, il s'agit de la *Histadruth*.

76

Rappelons qu'aujourd'hui, la *Histadruth* (Organisation générale des travailleurs Juifs de Palestine) possède une industrie géante, des banques, des navires, des compagnies aériennes, la plus grande entreprise de construction d'Israël, la plus grande compagnie d'assurance-maladie, enfin une part importante dans le capital de toutes les branches économiques du pays. Avec l'agence juive et le gouvernement israélien, elle constitue l'une des trois structures politiques fondamentales d'Israël. Son caractère sioniste est beaucoup plus important que son caractère syndical; d'ailleurs, lorsqu'elle fut fondée en 1922, elle fut instaurée non pour organiser et défendre les intérêts de la classe ouvrière juive, mais pour la créer. Les travailleurs arabes en furent exclus par principe : au cours des années vingt et trente, son mot d'ordre fut « réserver le travail aux juifs ».

Sont-ce là des mots d'ordre militant en faveur de la justice et de l'égalité sociale ?

Est-ce là un exemple d'organisation à l'avant-garde de la lutte contre les classes exploiteuses ?

c) *LES RESULTATS*

Les conséquences de cette paix sociale, les voilà. Bien sûr, dans ce travail de sape du mouvement revendicatif, le capital étranger avait un rôle important à jouer : celui d'un catalyseur. Eric Rouleau nous l'explique :

« Libéraliser l'économie pour rassurer les bailleurs de fonds américains, anglais et français, (...) offrir aux immigrants fortunés la possibilité de faire fructifier leur argent (...), l'*Histadruth* se transforme

(1) et (2) NATHAN WEINSTOCK (*Israël et la Révolution arabe* : document J.C.R.).

progressivement en une centrale patronale intimement liée au secteur privé. Ce même secteur privé devint peu à peu majoritaire au sein de l'économie israélienne (...) la grande bourgeoisie se développa et s'affirma, soit dans le cadre naturel des institutions, soit par des méthodes peu reluisantes, mais apparemment très répandues, de spéculation, de corruption et de fraude fiscale » (1). Les disparités sociales vont en s'accroissant. L'afflux des capitaux étrangers suscite une forte poussée inflationniste (le coût de la vie augmente de 16 % par an).

« Qu'on le déplore ou non, les Israéliens ont en effet édifié un état capitaliste avec ses faiblesses et ses qualités, ses institutions hiérarchisées, sa bureaucratie coiffant une société fortement stratifiée » (2).

Tout cela ne manque pas de nous rappeler certains schémas de développement propres à des pays comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, au début de ce siècle, et où le mouvement revendicatif a été annihilé ou muselé.

d) ENCORE DES CHIFFRES : LE BUDGET — LES DEPENSES MILITAIRES

Actuellement, 57 millions de livres israéliennes seulement appartiennent à la Banque d'Israël. 182 millions de livres israéliennes sont contrôlées par cette banque, mais ne lui appartiennent pas. Enfin, 436,4 millions de livres israéliennes ne sont ni possédés, ni contrôlés par la Banque d'Israël (ces chiffres sont donnés par Isaac Azouri).

Le budget israélien est divisé en deux parties :

- le budget ordinaire qui comprend les dépenses normales de l'Etat (formation professionnelle, accueil des immigrants)
- le budget de développement qui, en 1966, a représenté 31,1 % du budget total israélien.

77

Il faut savoir que, si le budget ordinaire est entièrement couvert par la fiscalité israélienne, le budget de développement est assuré à 49 % seulement par l'épargne nationale, le reste (51 %) l'étant par divers fonds venus de l'étranger.

En 1964, 31 % du budget était consacré aux dépenses militaires.

Dans le nouveau budget 1968-69, qui est un budget de guerre, « les dépenses prévues sont de l'ordre de 6 millions de livres israéliennes, ce qui représente 40 % d'augmentation par rapport au budget 1965-66, alors que la production nationale ne s'est pas accrue de 0,3 % » (intervention du député communiste Touibi à la Knesset, lors de la discussion du budget). Ce budget, qui s'appuie sur les investissements étrangers, est le reflet de la course aux armements en Israël : le budget officiel du Ministère de la Défense représente 2 milliards 245 millions de livres israéliennes, soit environ 200.000 livres par heure.

V - EPILOGUE

De la sorte, bien sûr, l'économie israélienne est étroitement dépendante de l'aide qui lui parvient de l'étranger. C'est là la faiblesse la plus caractéristique de l'économie israélienne. Cette faiblesse est lourde évidemment d'implications et de conséquences, car elle place Israël dans une situation où « toute interruption brutale de l'aide étrangère risque de plonger l'économie dans une phase de récession et de compromettre non seulement le standard de vie de la population,

(1) et (2) ERIC ROULEAU : *Le Monde*, 8 mars 1966.

mais aussi et peut-être surtout, les résultats déjà acquis en matière d'absorption des nouveaux venus » (SHITON : immigration et naissance).

Ainsi, depuis la fondation de l'Etat d'Israël, l'économie de celui-ci n'a guère été viable que grâce aux subsides extérieurs. Israël apparaît donc comme suspendu dans son existence même à l'aide économique et financière qu'il reçoit de l'étranger.

Aussi, la définition qu'en donne Gottmann « *Israël est un état subventionné* » détermine avec exactitude le caractère fondamental qui spécifie cet état ; cette définition a l'avantage de montrer qu'Israël est un type d'état particulier, plus précisément unique et auquel on ne peut trouver d'exemple comparable.

Mais, par-dessus tout, ce qu'il est important de savoir, c'est que la mainmise qu'exerce le capital international sur l'économie israélienne, n'a rien d'analogue avec celle des capitaux occidentaux sur l'économie de nombreux pays sous-développés. En effet, alors que dans ces pays ces capitaux se proposent — sous prétexte de participer aux plans de développement — pour investir dans certains secteurs que, tôt ou tard, ils finissent par contrôler à leur seul profit, en Israël, c'est le sionisme qui a fait appel à ces capitaux et qui leur a créé toutes les conditions favorables à l'implantation d'une économie capitaliste. D'emblée, le capital international a pu ainsi s'introduire dans tous les secteurs de l'économie. En échange, le sionisme demandait à ce capital de remplir une mission bien précise : dépersonnaliser la Palestine de 1948.

78

Cette considération est importante car de nombreux militants de la gauche en Europe, qui reconnaissent le caractère agressif d'Israël et condamnent son expansionnisme, font l'erreur grave de décharger entièrement l'idéologie sioniste de ses responsabilités dans le caractère belliciste de l'Etat d'Israël, en les transférant simplement sur le dos de l'impérialisme. Ainsi, par exemple, le raisonnement qui consiste à dire que la politique pro-impérialiste « actuelle » de l'Etat d'Israël n'est que le résultat de l'emprise exercée sur l'économie nationale par les capitaux américains, aboutit finalement à assimiler l'Etat d'Israël à tous les régimes réactionnaires qui sont, par suite d'une forte dépendance économique, dans le sillage des U.S.A.

Ce cheminement dans le raisonnement conduit ces militants — une fois convaincus que le seul responsable, c'est l'impérialisme américain — à accréditer la thèse que le sionisme n'est qu'une réponse à l'anti-sémitisme.

Il convient d'approfondir les analyses et de considérer que le sionisme, dans son essence même, se trouve être une idéologie impérialiste et raciste ; que le sionisme en aucune façon ne peut être la doctrine de l'ensemble d'une communauté, car, en elle-même, elle contient les principes de l'exploitation d'une classe par une autre et de la domination d'un peuple par un autre.

Apprécier les responsabilités à leur juste valeur. Ne pas se contenter de placer sur la banquette des accusés l'impérialisme seul, mais également inculper avec lui l'idéologie sioniste, c'est déjà faire un grand pas dans la voie de la compréhension des thèses arabes